

Plongeant ses racines dans le tissu associatif, recherchant systématiquement un partenariat d'action avec d'autres acteurs de l'Économie coopérative et sociale, l'ANCC a su devenir la voix des gestionnaires bénévoles de copropriété.

Son histoire est donc un devenir que les militants actuels continuent d'écrire.

Rappelons-nous les grandes dates qui jalonnent notre histoire :

2007 – 2008 – 2009

2006

L'ANCC publie en librairie son ouvrage fondamental, qui deviendra vite un ouvrage de référence « Le guide pratique de la copropriété ».

Les comptes de l'association sont désormais contrôlés par un commissaire aux comptes professionnel important et indépendant

2005

L'ANCC adopte de nouveaux statuts et se dote d'un commissaire aux comptes. Le nouveau texte assure une parfaite transparence de la gestion.

2004

L'ANCC tient les Troisièmes assises de la copropriété » sur le thème de la réforme de la copropriété déclinée autour de quatre thèmes « La pertinence de la loi », « la gestion des copropriétés », « **Comment favoriser la participation** », « **Les copropriétés en difficulté** ».

2003

En changeant de nom (Association Nationale de la Copropriété et des Copropriétaires), mais non d'identité ni de politique l'ANCC réaffirme haut et fort ses buts et ses ambitions d'aider à la gestion autonome des syndicats de copropriété et des ASL.

2002

L'avis de l'ANCC est sollicité par les Pouvoirs Publics pour l'élaboration des décrets comptables prévus pour compléter la loi SRU (Plan comptable de la copropriété.)

2001

L'avis de l'ANCC est sollicité à plusieurs reprises par les Pouvoirs Publics pour l'élaboration des décrets prévus pour compléter la loi SRU (carnet d'entretien, modification du décret de 1967) Par arrêté du 10 août 2001 le Premier Ministre a nommé le Président et le vice-Président de l'ANCC Membres titulaire et suppléant du Conseil supérieur de la coopération. Le 14 novembre l'ANCC, ainsi que vingt autres associations intervenant dans le secteur du logement, a signé une charte de partenariat avec le Secrétariat d'État au Logement.

2000

L'ANCC participe à l'inclusion d'amendements importants concernant la copropriété (compte séparé, adoption du mode de gestion coopératif, etc.) dans la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000

1997

Le Siège social s'installe 13, rue Littré (75006 PARIS). L'association embauche un personnel salarié. Des soirées de formation, «les mardis de l'ANCC », sont organisées. Organisation des 2èmes assises de la copropriété.

1994

Organisation des 1ères assises de la copropriété.

1991

L'association change de nom.

Pendant le « S » de son sigle, elle veut désormais être la partenaire de l'ensemble des gestionnaires bénévoles, quelle que soit la structure juridique (syndicats coopératifs, syndicats bénévoles, conseils

syndicaux) et élargit son champ d'action aux Associations Syndicales Libres (ASL).
Début de la participation de l'ANCC à des salons grand public sur Paris.

1987

Décision de créer des délégations régionales
Institution de l'assurance groupe «Responsabilité Civile des bénévoles»

1985

Participation à l'évolution législative des textes régissant la copropriété (Création des unions de services).

Le 20 juin 1980

L'Union des Syndicats des Grandes Terres (Marly-le-roi) et deux coopératives de services à Rueil et à Montmartre, décident de créer l'Association Nationale des Syndicats Coopératifs de Copropriété (ANSCC) déclarée au Journal Officiel.

Ce nouvel organisme se fixe deux objectifs :

- Aider les copropriétés qui le souhaitent à adopter le statut coopératif ;
- Effectuer auprès des pouvoirs publics un travail de veille et de représentation.